

Discours
Jean-Marc AYRAULT

Débat sur l'identité
nationale

Assemblée nationale
Mardi 08 décembre 2009

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

En m'exprimant à cette tribune, m'accompagnent les mots de l'historienne Esther Benbassa : « il n'y a pas de patriotisme français sans rêve français ». Oui, à bien des égards, la France s'est constituée sur un rêve d'elle-même. Unir des hommes et des femmes de toutes conditions, de toutes origines en une langue, une culture, un savoir-vivre. Fonder une communauté de destin qui parle au monde et qui influe sa marche.

Le rêve et le malaise français

C'est ce rêve qui a tissé notre histoire, des Rois capétiens aux Sans culottes de Valmy. C'est ce rêve qui a engendré les idéaux de la République, de Gambetta à Jules Ferry, des enfants de Jean Jaurès aux héritiers du général de Gaulle. Nous ne sommes pas une race. Nous ne sommes pas une ethnie. Nous ne sommes pas une religion. Nous sommes un peuple multiple qui transcende ses différences dans une communauté de valeurs et d'ambitions.

Ce rêve, nous continuons d'y croire et de le réinventer. Il est notre voix et notre raison d'être dans le grand concert des Nations.

Mais force est de constater aujourd'hui que beaucoup de nos compatriotes ne se retrouvent plus dans ce miroir. Les uns parce qu'ils se vivent en déclin. Les autres parce qu'ils se vivent en marge. Ce postulat, nous pouvons tous le partager. Oui la France doute d'elle-même et de sa cohésion. Oui elle s'interroge sur sa faculté à relever les défis de la mondialisation

et des vagues migratoires. Ce questionnement identitaire n'est aucunement un embarras. Il existe chez tous les peuples. Il est au cœur du pacte que nouent les Français lors de chaque élection présidentielle.

N. Sarkozy dévoie l'identité nationale

Ce que je reproche au président de la République, ce n'est pas d'avoir ouvert ce débat, c'est d'en faire un instrument de division nationale. C'est de vouloir décréter qui sont les bons et les mauvais français comme si de telles catégories avaient le moindre sens. C'est de désigner l'immigré ou le musulman comme fauteur d'une « dénaturation » de l'identité française. Dans son texte de rattrapage qu'il publie aujourd'hui, apparaît toujours cette méfiance de l'autre, de l'étranger, du trouble qu'il introduirait dans nos traditions. Dans votre questionnaire de préfecture « qu'est-ce qu'être Français », 11 des 15 questions ont trait à l'immigration. Dans chacune de vos interventions, vous brandissez la burqa comme le nouveau chiffon noir de la République. Dans chacun de vos exemples des « fissures » de l'identité nationale, vous pointez le cas de musulmans, vous alimentez les préjugés, vous semez les graines de la discorde.

Ce qui honore la France, Mesdames et Messieurs, ce n'est pas de faire la chasse aux « mariages gris », c'est d'être le pays d'Europe qui abrite le plus de mariages mixtes entre conjoints français et étranger.

A l'oublier, votre administration en vient à multiplier les tracasseries sur l'appartenance nationale de nos concitoyens. Jusqu'à refuser un certificat de nationalité à un soldat français qui engage sa vie pour le pays en Afghanistan.

De quel rêve français êtes-vous donc les porteurs ? Dans votre démarche, je ne vois que son envers : la peur, le recroquevillement, l'exclusion. Là où les Français recherchent l'alliage qui les unit, vous érigez un mur de suspicions entre eux. Là où ils aspirent à trouver un espoir qui les transcende, vous leur présentez des boucs-émissaires. « La France tu l'aimes ou tu la quittes ». Jamais je ne croyais pouvoir entendre une telle apostrophe dans la bouche d'un président de la République. Si c'est là votre vision de l'identité nationale, alors soyez sûrs qu'elle ne sera jamais aimée ! L'amour d'une Nation c'est l'adhésion du cœur, pas un décret de la peur.

A cette conception craintive, nous opposons notre vision d'une fraternité nationale.

Le premier pilier de la France : le brassage et l'unité

Etre Français, c'est d'abord assumer l'héritage d'une Nation métissée mais qui se veut indivisible. C'est notre premier pilier. Je veux le dire avec force. Contrairement aux affirmations affolées, notre système d'intégration continue de marcher. Nos compatriotes issus de l'immigration ne sont pas des Français à moitié. Dans toutes les enquêtes parues à l'occasion de ce débat, ils expriment leur reconnaissance à la France de leur avoir permis de vivre mieux que leurs parents. Ils partagent les valeurs de la République et ne demandent ni passe-droits, ni discrimination positive. Ce qu'ils veulent, c'est le droit à l'indifférence. C'est n'être plus des étrangers dans le regard des autres. C'est être considérés comme des citoyens ordinaires avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Le dire ne me fait pas sous-estimer les difficultés de ce creuset national : les multiples discriminations au nom et au faciès ; la ghettoïsation des quartiers ; les tentations communautaires ou

intégristes. Votre politique contribue à ses tensions. Mais le mal est plus profond. Il touche aux défaillances dans l'effort de remise à niveau des quartiers populaires, aux carences de nos règles en matière de mixité et de mobilité sociale, à l'érosion des liens civiques.

Le deuxième pilier : un passeport de solidarité

Il ne faut jamais se lasser de le dire. La France a la passion de l'égalité et de l'unité. C'est son deuxième pilier. Oui la nationalité est bien plus qu'un passeport pour ouvrir les frontières. Elle est un contrat de solidarité entre ses citoyens mais aussi avec ceux que le pays accueille. Et ce rappel doit valoir pour tout le monde. Pour les expatriés de la fortune comme pour les jeunes des cités. Pour les dirigeants d'entreprises comme pour les responsables politiques. Cette réappropriation de l'exigence civique et de l'exemplarité concerne toute la société. De ses élites aux plus modestes citoyens. C'est dans c'est esprit que le groupe socialiste a toujours défendu l'idée d'un service civique. Parce qu'une citoyenneté qui se réduit à la consommation n'est plus la citoyenneté.

Le troisième pilier : la passion de l'égalité

C'est le troisième pilier de notre identité que vous refusez de voir. Le modèle social, l'abolition des privilèges font partie de notre patrimoine national au même titre que la langue, l'histoire ou la culture. Il n'y aura jamais de cohésion nationale sans cohésion sociale. La République s'est constituée sur l'idée de justice, de progrès commun, de répartition des efforts.

Et c'est la grande faute de Nicolas Sarkozy. Le défenseur autoproclamé de « la France éternelle » est celui-là même qui

sape son armature la plus solide, le modèle social. Tout ce qui relève de la solidarité entre les Français est jugé lourd, coûteux, bureaucratique, inefficace. Nicolas Sarkozy est même allé jusqu'à effacer l'un des héritages les plus précieux de notre histoire chrétienne à laquelle vous faites si souvent référence: le repos dominical. Eh bien, le malaise français, il est d'abord là. Dans ce saccage de notre patrimoine social, dans le sentiment que l'effort et le mérite ne protègent plus du déclassement, que le principe héréditaire l'emporte sur le principe égalitaire.

Où est notre identité quand le marché envahit toutes les sphères de la société, quand l'argent devient la seule valeur de référence, quand le monde du travail est relégué tout en bas de la hiérarchie des priorités. Que veut dire la fraternité quand les ouvriers et tous ceux qui vivent de leurs mains sont de plus en plus marginalisés ? Non ce n'est pas la France qui est coupable d'égoïsme, ce n'est pas son peuple qui manque de générosité. C'est le modèle de société qu'on leur propose.

Le quatrième pilier : la transmission de l'école et du savoir

Alors, Mesdames et Messieurs, il faut que tombent les masques dans ce débat. Quand vous dénoncez l'école comme une armée rouge sans cervelle, vous prenez la responsabilité d'ébranler le quatrième pilier de notre identité nationale. Qui sont aujourd'hui les premiers hussards du civisme ? Les professeurs. Qui sont aujourd'hui les premiers transmetteurs de notre histoire et de sa langue ? Les professeurs. Et pour seule récompense, vous les privez de considération et de postes. Vous allez-même jusqu'à supprimer l'enseignement de l'histoire en terminale scientifique. Faut-il alors s'étonner que votre France soit muette. La grande affaire est au contraire de

remettre l'école au centre de la cité. Elle est de lui donner les moyens de se transformer pour qu'elle retrouve sa mission de transmettre cette immense bibliothèque du savoir qu'a constituée notre pays.

Le cinquième pilier : le bouclier de la laïcité

De la même manière était-il hasardeux que le président de la République veuille réformer nos principes de laïcité, ce cinquième pilier de notre identité qui apparaît, aux yeux mêmes de nombreux pays étrangers, comme l'une des réponses les plus adaptées à la résurgence des conflits religieux. La France laïque est mieux qu'une marque de fabrique. Elle est aujourd'hui un produit d'exportation et un facteur de concorde.

La France laïque doit dire non à la burqa parce que cette prison de tissu, qui enferme les femmes, contredit notre conception des droits fondamentaux de la personne.

Mais la France laïque doit avoir la même intransigeance pour reconnaître à l'Islam le droit d'exercer son culte dans les mêmes conditions que les autres religions. Quand le Président de la république justifie l'interdiction des minarets, il nie et défigure l'article 1 de la loi de séparation des églises et de l'Etat qui assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes. La liberté de conscience et la laïcité sont un même bloc. Elles ne se divisent pas. Elles ne sont pas à géométrie variable selon que l'on soit chrétien, juif, musulman ou athée.

Les musulmans sont les premières victimes de l'intégrisme. C'est avec eux et non contre eux que nous prouverons que l'Islam peut être en harmonie avec la démocratie et la laïcité.

Notre patriotisme est fédérateur

Et c'est par quoi je veux conclure Mesdames, Messieurs,

« Ne laissons pas tomber l'identité nationale dans n'importe quelles mains », écrivait Fernand Braudel en conclusion de son fameux ouvrage sur « l'identité de la France ». Méfions nous des emportements que nous ne saurions plus maîtriser. Les tragédies de l'Histoire nous ont rapprochés. Je sais que nous avons tous le souvenir et la même aversion pour ces hommes du passé qui, à cette tribune, désignaient à la vindicte « les mauvais nationaux » en pointant du doigt un président du Conseil parce qu'il était juif.

Ce que nous avons à transmettre, c'est un patriotisme fédérateur. Un patriotisme qui s'enracine dans les droits de l'homme autant que dans l'attachement à une terre. Un patriotisme qui s'ancre dans la fibre populaire autant que dans l'exemplarité de ses dirigeants. Un patriotisme qui sait s'ouvrir aux autres et se reconnaît dans l'Europe.

Notre pays n'est pas un bloc à prendre ou à laisser. Il ne met pas un signe égal entre les croisades et l'édit de Nantes, entre la colonisation et la résistance, entre le despotisme d'ancien régime et la république démocratique. La grandeur d'un peuple, c'est de savoir regarder en face ses lumières et ses ombres, sans repentance mais sans concessions.

Ce que nous devons, c'est transmettre une idée de la Nation qui dépasse ses racines multiples et parfois opposées. C'est construire une mémoire partagée qui concilie la vérité et l'estime de soi. C'est offrir à tous les Français les mêmes droits et les mêmes devoirs, quelles que soient leurs origines sociales ou géographiques.

Ce que nous voulons, c'est enraciner une adhésion du cœur dans laquelle chaque enfant de la République puisse se reconnaître.

« Etre Français, disait Renan, c'est avoir fait de grandes choses ensemble et vouloir les faire encore ».

Là est la France. Là est son rêve.